

Unité départementale du Bas-Rhin  
14 rue du bataillon de marche n°24  
BP 10001  
67070 STRASBOURG

STRASBOURG, le 05/04/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/02/2023

### **Contexte et constats**



Publié sur

#### **ARMBRUSTER Strasbourg**

68 RUE DU LOGELBACH  
BP 54  
68000 Colmar

Code AIOT : 0006702293

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/02/2023 dans l'établissement ARMBRUSTER Strasbourg implanté 4s rue de la Minoterie 67000 Strasbourg. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ARMBRUSTER Strasbourg
- 4s rue de la Minoterie 67000 Strasbourg
- Code AIOT : 0006702293
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Depuis le 01/01/2013, l'installation FR000000000205891 est soumise au système d'échange des quotas d'émission au titre de la combustion de combustibles dans des installations dont la puissance calorifique totale de combustion est supérieure à 20 MW .

## **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- conformité des installations au Plan Méthodologique de Surveillance des niveaux d'activité et inversement,
- conformité du Plan Méthodologique de Surveillance et de la surveillance exercée au règlement 2019/331 du 19 décembre 2018 définissant des règles transitoires pour l'ensemble de l'Union Européenne concernant l'allocation harmonisée de quotas d'émissions à titre gratuit (règlement FAR).

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	schéma de procédé	Autre du 19/12/2018, article Annexe VII 1. ii)	/	Sans objet
2	Instruments de mesures	Autre du 19/12/2018, article 11	/	Sans objet
3	Apport de combustible	Autre du 19/12/2018, article 10	/	Sans objet
4	rapport de vérification	Autre du 19/12/2018, article 9	/	Sans objet
5	Registres	Autre du 19/12/2018, article 67	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection n'a pas relevé de non conformité aux prescriptions contrôlées; Cela étant, il apparaît que le calcul de l'efficacité énergétique de l'installation n'est pas correct et ne permet pas d'apprécier son éventuelle amélioration en cas de variation importante du niveau d'activité.

### **2-4) Fiches de constats**

## N° 1 : schéma de procédé

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 19/12/2018, article Annexe VII 1. ii)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, PMS
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>d) un diagramme présentant au moins les informations suivantes: — les éléments techniques de l'installation, en indiquant les sources d'émissions ainsi que les unités productrices et consommatrices de chaleur; — toutes les circulations d'énergie et de matières, notamment les flux, la chaleur mesurable et non mesurable, l'électricité s'il y a lieu et les gaz résiduels; — les points et dispositifs de mesure; — les limites des sous-installations, notamment la distinction entre les sous-installations utilisées pour des secteurs considérés comme étant exposés à un risque important de fuite de carbone et les sous-installations utilisées pour d'autres secteurs, sur la base des codes NACE Rév. 2 ou Prodcom;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>l'installation comporte uniquement une sous-installation combustible non CL. Elle se compose de 4 séchoirs de grains.</p> <p>La consommation de combustible correspond à la période de séchage du grain s'étalant de juin à décembre.</p> <p>En fonction de la quantité de grains récoltés, la totalité des 4 unités techniques peuvent ne pas fonctionner. Afin d'améliorer la compréhension de ses demandes d'allocation, l'exploitant est invité à indiquer de façon facultative la puissance thermique des unités techniques en fonctionnement pendant la campagne.</p> <p>Le schéma de procédé répond aux exigences réglementaires.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Instruments de mesures

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 19/12/2018, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Système de contrôle
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>4. Aux fins du paragraphe 3, point a), l'exploitant s'assure que tout l'équipement de mesure nécessaire est étalonné, réglé et vérifié à intervalles réguliers, y compris avant l'utilisation, et contrôlé par rapport à des normes de mesure correspondant aux normes internationales, lorsqu'elles existent, et qu'il est adapté aux risques mis en évidence.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Conformément aux déclarations, nous avons effectivement constaté un unique compteur de gaz (compteur à turbine) comportant deux macarons de vérification valides pour l'apport de combustible des 4 unités techniques.</p> <p>Ces instruments de mesures sont sous la responsabilité du fournisseur Electricité de Strasbourg.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Apport de combustible

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 19/12/2018, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, déclaration des niveaux d'activité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> si des intrants, des extrants et des émissions susceptibles de relever de sous-installations avec référentiel de combustibles sont à prendre en considération au niveau de l'installation, et qu'ils ne relèvent d'aucune des sous-installations visées au point a) ou b), l'exploitant les attribue à des sous-installations avec référentiel de combustibles, selon qu'il convient, en appliquant les règles énoncées à l'annexe VII;
<b>Constats :</b> Les niveaux d'activité de la sous-installation combustible doivent prendre en compte la consommation de combustible et les niveaux de production. L'inspection a consulté les factures de gaz naturel facturé mensuellement et archivées.  La consommation de combustible varie d'une années sur l'autre en fonction de plusieurs facteurs : <ul style="list-style-type: none"><li>- le type de grain à sécher,</li><li>- le quantité de grain à déchers</li><li>- le taux d'humidité du grain.</li></ul> Les déclaration des niveaux d'activité actuelle et des années précédentes font référence à une quantité d'énergie consommée. C'est cette quantité de combustible consommé qui ouvre droit à quotas gratuits.  L'analyse des déclarations montre cepednant une erreur dans le calcul de l'efficacité énergétique. Le niveau d'activité doit être spécifié en tonnage de grains séchés pendant l'exercice pour pouvoir cacluler l'efficacité énergétique de l'installation.  Or l'explotiant utilise les données d'énergie consommée en tant que niveau d'activité.  Le calcul de l'efficacité énergétique de l'installation n'est donc pas correct et ne permet pas d'apprécier son éventuelle amélioration en cas de variation importante du niveau d'activité.  Il est attendu que l'exploitant modifie sa manière de calculer l'efficiacité énergétique de son installation pour la prochaine campagne de demandes d'allocation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : rapport de vérification

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 19/12/2018, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Modification des PDS+ PMS
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> ) lorsqu'il est nécessaire de mettre en œuvre des recommandations d'amélioration du plan méthodologique de surveillance contenues dans un rapport de vérification.
<b>Constats :</b>  Au titre de l'amélioration continue, nous avons rappelé l'obligation réglementaire de prendre en compte les remarques mentionnées dans le rapport de vérification dans le cadre des déclarations 2022. En effet, les dernières versions des plans transmis à l'autorité compétente datent de 2021.  Lors de la visite nous avons exposé les non-conformités réglementaires ainsi que les recommandations d'amélioration contenues dans les rapports de vérifications de la campagne 2022 notamment la suivante :  « Le taux en humidité du grain influe fortement sur la consommation de gaz. Si la teneur en humidité et la perte en eau sont consignées et facilement exploitables, nous suggérons la mise en place d'un indicateur par exemple du type « consommation gaz en MWh/ perte en eau » (rapport de vérification des émissions 2022).  Selon l'exploitant, la consommation de combustible ne varie pas linéairement en fonction du taux d'humidité des grains car dépend également du type de céréale à sécher. Un tel indicateur est impossible à mettre en place.  En l'état, l'inspection accepte l'argumentation de l'exploitant. La remarque du vérificateur est levée.  Conformément à l'article 47 section 3 du règlement (UE) 2018/2066, l'exploitant est dispensé de l'obligation de transmettre son PDS et PMS au 30 juin de l'année de publication du rapport de vérification du vérificateur. Par conséquent, l'inspection demande à l'exploitant de transmettre au plus tard le 01/09/2023 une nouvelle version des plans prenant en compte les remarques du rapport de vérification de la campagne 2023 .
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 19/12/2018, article 67
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, procédures
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>1. L'exploitant ou l'exploitant d'aéronef conserve une trace de toutes les données et informations utiles, y compris les informations énumérées à l'annexe IX, pendant au moins dix ans. Les données de surveillance consignées et archivées permettent la vérification de la déclaration d'émissions annuelle ou des données relatives aux tonnes-kilomètres conformément au règlement d'exécution (UE) 2018/2067. Les données déclarées par l'exploitant ou l'exploitant d'aéronef et contenues dans un système électronique de déclaration et de gestion de données mis en place par l'autorité compétente sont considérées comme étant conservées par l'exploitant ou l'exploitant d'aéronef s'il a accès à ces données.</p> <p>2. L'exploitant ou l'exploitant d'aéronef veille à ce que les documents pertinents soient disponibles au moment et à l'endroit où ils sont nécessaires aux fins des activités de gestion du flux de données et des activités de contrôle</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'installation est soumise à la réglementation relative au système d'échange des quotas d'émission depuis le 01/01/2013.</p> <p>Le jour de l'inspection nous avons demandé de façon aléatoire à l'exploitant les informations relatives au suivi des émissions et du combustible utilisés sous une période de 10 ans. Ces dernières sont effectivement archivées .</p> <p>Les niveaux de productions annuels de grains séchés devront également être archivées et éventuellement leur taux d'humidité.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet